



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

maisons d'édition

Question écrite n° 5334

Texte de la question

M. Rudy Salles attire l'attention de Mme la ministre de la culture et de la communication sur le problème de la diffusion des livres et revues littéraires des éditeurs indépendants auprès des libraires, bibliothèques et du public. En effet, depuis quelques années, la modification des tarifs postaux comme la réduction programmée à l'accès des tarifs « presse » par de nouvelles contraintes administratives, l'abandon des tarifs réduits remettent en question la pérennité de l'édition indépendante et, par voie de conséquence, entravent le droit d'expression, réduisent l'économie du livre et affaiblissent la démocratie. Cela porte également préjudice aux écrivains, à la création littéraire, aux éditeurs, aux libraires, aux lecteurs ainsi qu'à toute la chaîne du livre. De ce fait, de nombreuses petites structures éditoriales sont aujourd'hui contraintes à réduire ou à cesser leur activité. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures elle envisage de prendre afin de remédier à cette situation.

Texte de la réponse

Le ministère de la culture et de la communication accorde chaque année son concours, via le Centre national du livre, à plus de 300 maisons d'édition et revues littéraires et scientifiques, dont la diversité fait toute la richesse du paysage éditorial français. Plusieurs de ces maisons d'édition et de ces revues ont alerté le ministère de la culture et de la communication sur les effets, préoccupants pour leur pérennité économique, de la hausse des tarifs postaux résultant de la disparition de tarifs spécifiques ou adaptés à l'acheminement des livres. Cette augmentation touche principalement les petits éditeurs distribuant eux-mêmes leur production, soit directement auprès de leurs lecteurs avec des frais de port élevés, soit à travers le réseau des librairies par des envois ponctuels et le plus souvent unitaires, qui entraînent également des frais de port élevés. Ces derniers peuvent être à la charge de l'éditeur ou répercutés sur le détaillant, qui s'acquitte alors souvent de frais de port supérieurs à la marge qu'il peut dégager sur la vente de l'ouvrage commandé. Dans le circuit « classique » de distribution du livre, les frais de port sont le plus souvent majoritairement à la charge des détaillants mais, surtout, sont nettement diminués du fait du regroupement des commandes et des envois par des distributeurs professionnels. À cet égard, le projet « Calibre », mis en oeuvre par le Syndicat national de l'édition et le Syndicat de la librairie française, vise à proposer une solution de distribution aux petits éditeurs autodistribués et un accès facilité des détaillants à cette production. Ce projet doit en outre permettre aux éditeurs d'effectuer des envois groupés à « Calibre », ce qui fera sensiblement baisser le coût d'envoi par ouvrage. L'augmentation des tarifs postaux a des répercussions économiques importantes pour de nombreuses maisons d'édition et pour les librairies. Elle peut constituer un véritable frein à la diffusion du livre. C'est la raison pour laquelle le ministère de la culture et de la communication a saisi la direction de La Poste afin de la sensibiliser à ces problématiques et de l'inciter à mettre à l'étude, dans le cadre de la réglementation applicable, des conditions tarifaires favorables à une meilleure circulation des oeuvres.

Données clés

Auteur : [M. Rudy Salles](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (3^e circonscription) - Nouveau Centre

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 5334

Rubrique : Presse et livres

Ministère interrogé : Culture et communication

Ministère attributaire : Culture et communication

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 septembre 2007, page 5740

Réponse publiée le : 13 novembre 2007, page 7059